

De L'Etat à l'étatisme

Pour beaucoup, l'Etat c'est la nation considérée en tant que corps politique, c'est le gouvernement du pays. En réalité l'Etat est un organisme politique figé, mécaniquement centralisé et dirigé par un gouvernement qui s'appuie sur un ensemble de lois et d'institutions coercitives. Chaque Etat - capitaliste ou socialiste - suit le même processus de développement. Il nomme son gouvernement, organise son appareil administratif, met en place son appareil de sécurité : armée, police, etc., il prend d'office, avec son budget, une forte part du revenu national.

L'Etat en soi

L'Etat politique a été surtout le gardien des privilèges de la classe dirigeante. C'est le centralisme politique et administratif qui constitue le monstrueux pouvoir de l'Etat. L'armée et la police sont souvent utilisées contre les ennemis intérieurs et les opposants au régime (paysans pauvres, petits bourgeois, prolétaires). L'Etat est un engin d'exploitation du plus grand nombre par quelques-uns, quel que soit le régime. « Le principe de la morale politique ou d'Etat est simple. L'Etat étant le but suprême, tout ce qui est favorable au développement de sa puissance est bon ; tout ce qui lui est contraire, fût-ce la chose la plus humaine du monde, est mauvais. » (Bakounine et l'Etat marxiste, de Gaston Leval)

Dans les démocraties parlementaires occidentales, les citoyens élisent certes leurs représentants. Puis un gouvernement est formé ; mais celui-ci se préoccupe rarement de la volonté populaire. Ainsi des décisions mettant en péril l'avenir et la vie du peuple (force de frappe, désarmement, déclaration de guerre) sont prises sans que celui-ci soit consulté. L'Etat, c'est-à-dire le gouvernement, décide alors souverainement.

« Pour Bakounine, l'Etat ne peut avoir d'autre but ou donner d'autres résultats que l'oppression et l'exploitation des masses populaires, soit en défendant les propriétaires, les patrons, les capitalistes, soit en devenant lui-même propriétaire, patron, capitaliste. L'Etat « est » donc par lui-même, il constitue « sa » propre classe dominante, il a « sa » morale, « sa » raison d'être, « sa » politique de par sa nature propre. La loi suprême de l'Etat c'est la conservation quand même de l'Etat. La loi suprême de l'Etat c'est l'augmentation de sa puissance au détriment de la liberté intérieure et de la justice. Tout ce qui lui nuit est criminel. »

L'Etat ne craint qu'un rival : l'homme libre, capable de s'imposer à lui-même sa propre discipline, qui n'en reçoit aveuglément de personne.

Les écoles

« Des écoles sont créées non pour former véritablement des hommes libres mais des êtres soumis à l'ordre social existant. L'évolution technique moderne engendre des générations prêtes à s'incliner devant la toute-puissance de l'Etat. Les jeunes sont éduqués pour être soumis aux institutions rigides du régime en place par le moyen de l'école d'Etat, puis du service militaire. La pensée de l'enfant est enfermée dans un moule pour canaliser les volontés d'émancipation. » (Vie et oeuvre de Francisco Ferrer)

« Dans les écoles entretenues et contrôlées par l'Etat, on apprend aux enfants à regarder l'obéissance à l'Etat comme plus élevée que l'obéissance à leur conscience. Les enfants y sont corrompus par les fausses doctrines concernant le patriotisme et le devoir d'obéissance aveugle aux supérieurs. » (Tolstoï et Gandhi de Marc Seménoff)

« Le contrôle de l'enseignement par l'Etat, écrit Krishnamurti dans De l'éducation, est une calamité. Il n'y a aucun espoir d'établir la paix et l'ordre dans le monde tant que l'éducation est au service des Etats ou des Eglises. Tous les Etats souverains doivent nécessairement nous préparer à la guerre. Pour que ses citoyens soient de bons guerriers, pour les préparer à faire leur devoir, l'Etat doit exercer son pouvoir sur eux. Ils doivent être entraînés comme des machines (service militaire). Un Etat souverain ne veut pas que des citoyens soient vraiment libres, qu'ils puissent s'exprimer par eux-mêmes. Il les domine par tous les moyens possibles : propagande, interprétations historiques déformées. Voilà pourquoi l'éducation consiste plus, pour l'Etat, à enseigner « quoi penser » (ce qui constitue la propagande), et non « comment penser » (ce qui est la véritable éducation). Si notre pensée était indépendante du système politique en vigueur, nous serions dangereux ; des institutions libres pourraient former des pacifistes ou des hommes dont la pensée serait contraire au régime. Une éducation libérant l'homme est évidemment un danger pour les Etats souverains. »

C'est pourquoi le but de l'école moderne de Francisco Ferrer était de « former des hommes aptes à évoluer sans cesse, capables de rénover les milieux sociaux et de se renouveler eux-mêmes. »

Car « c'est un principe vérifié en pédagogie qu'il faut donner aux individus des responsabilités afin de leur faire acquérir la conscience de leurs droits et de leurs devoirs pour que leur dignité soit satisfaite, pour que leur satisfaction les encourage et les soutienne. Le chemin pris par les vastes systèmes d'organisation étatique est à

l'opposé de ce principe. L'Etat tentaculaire organise la société ; ce n'est pas la société qui s'organise, ce ne sont pas ses membres qui en sont gestionnaires. » (Elements d'éthique moderne, de Gaston Leval.)

Puis après l'école survient le service militaire obligatoire, idée totalitaire s'il en fut, écrivait Georges Bernanos, et qui a marqué un recul immense de la civilisation.

Nationalisations et étatisations

Trop d'hommes de gauche, de révolutionnaires, ont cru voir dans le capitalisme privé le seul ennemi de la classe ouvrière, alors que l'étatisme, puis le totalitarisme étatique sont un danger beaucoup plus grand. Pour progresser vers le socialisme, beaucoup ont réclamé des nationalisations, dont certaines ont été réalisées au lendemain de la libération. Hélas ! Le premier effet des nationalisations a été de rendre déficitaires les affaires qui, avant leur nationalisation, procuraient des bénéfices à leurs propriétaires. Le sénateur Pellenc, rapporteur du budget en 1901, a estimé à 200 milliards d'A.F. (400 millions de dollars) le déficit annuel des huit principales activités nationalisées : Houillères, Chemins de fer, Régie des Transports parisiens, Gaz et Electricité de France, Air-France, Compagnie Transatlantique, Messageries maritimes. Et les prix des secteurs nationalisés ont augmenté davantage que ceux du secteur privé.

Déjà au Congrès de Lyon du 18 au 21-2-1912. Jules Guesde soulignait l'abîme qui séparait les étatisations et les monopoles d'Etat du socialisme. « Comment peut-on, disait-il, après avoir compris le péril suprême que représente pour les travailleurs la concentration du capital, comment peut-on donner à ces travailleurs devenus conscients, comme principale réforme à accomplir cette concentration du capital entre les mains de l'Etat. Mais l'Etat c'est l'ennemi, c'est l'arsenal et la forteresse de la classe ennemie, que le prolétariat devra avant tout emporter s'il veut s'affranchir. L'Etat producteur et employeur n'est pas la destruction de l'ordre capitaliste, il en est, au contraire, le couronnement et l'aggravation en même temps. Au lieu de l'exploitation capitaliste, individuelle, anarchique, et concurrente, se détruisant à la longue par les désordres qu'elle entraîne, c'est l'exploitation capitaliste collective, unifiée et centralisée, d'autant plus terrible par suite et plus difficile à briser, »

L'expérience russe

En Russie d'autres révolutionnaires ont voulu établir le socialisme en instaurant un Etat ouvrier transitoire. L'idée était de constituer un gouvernement ouvrier et paysan, d'établir la dictature du prolétariat. « Mais la dictature du prolétariat s'est traduite, comme ailleurs, dans le gouvernement de l'immense majorité des masses par une minorité privilégiée.

Finalement la révolution russe a abouti à un monstrueux capitalisme d'Etat, qui a vraisemblablement fait régresser dans le monde l'idée du socialisme en raison du fâcheux exemple d'oppression politique donné par ce pays sous la dictature de Staline. Selon Lénine (L'Etat et la Révolution) : « L'Etat ne saurait être autre chose qu'une période de transition, l'idéal étant d'arriver à un ordre a-politique, ainsi l'Etat serait-il appelé à dépérir. » « D'après la doctrine marxiste, quand la révolution sociale aura fait disparaître les classes, l'Etat, alors au service du prolétariat, n'aura plus sa raison d'être, ni comme mainteneur de l'ordre entre classes antagonistes, ni comme défenseur de la classe privilégiée qui aura disparu. Il disparaîtra donc à son tour puisqu'il ne sera alors plus nécessaire. » (Le chemin du socialisme, Groupe Socialiste Libertaire)

Or, cette étape est dépassée et « l'Etat » soviétique existe toujours. « L'Etat russe est, comme en Occident, un Etat militaire. Tout est subordonné à l'intérêt unique de l'Etat oppresseur. Tout en Russie est absorbé par l'Etat qui, à son tour, se convertit en pourvoyeur d'une énorme classe d'Etat, de la classe militaire, civile, ecclésiastique. » On a abouti finalement au totalitarisme étatique où le parti unique gouverne tout, domine tout et partout. Qu'il s'appelle bolcheviste, communiste, fasciste ou nazi, le totalitarisme d'Etat, dont le marxisme fut l'introduit dans la société moderne, est donc pareil à lui-même, tant dans la négation de la liberté et de la personnalité humaine que dans les attributions qu'il s'octroie pour tous les ordres de la vie économique et sociale. C'est le danger numéro un qui guette tous les peuples à l'Ouest comme à l'Est. Car ce n'est pas le socialisme mais l'esclavage d'Etat qui risque de succéder au capitalisme privé parvenu à son terme.

En Russie, l'exploitation de l'homme par l'homme a-t-elle été bannie ? Non, l'Etat peut exploiter les hommes autant et plus encore que le capitalisme privé. Les camps de concentration, dont on parle maintenant sous le règne de Khrouchtchev, ont fourni la nombreuse main d'œuvre gratuite qu'on n'aurait pu avoir dans un pays capitaliste. On voudrait être assuré qu'il n'en existât plus aujourd'hui ?

« En réalité, il était impossible de réaliser la libre organisation du travail, envisagée par les Conseils de travailleurs, dans les révolutions russes de 1905 et de 1917 en employant : l'absolutisme du gouvernement et de la police secrète du tzarisme ; l'inquisition empruntée au catholicisme médiéval ; le nationalisme et le militarisme de la bourgeoisie ; l'étatisme et la bureaucratie.

Le bolchevisme, au fur et à mesure qu'il sacrifiait à ces méthodes, pour atteindre son but révolutionnaire, s'écartait

davantage de son principe originel : les conseils d'ouvriers et de paysans. Il s'empêtra dans le capitalisme d'Etat, teinté d'esprit féodal. » (Pour vaincre sans violence de B. de Ligt)

Les dangers de l'étatisme

Si le capitalisme des financiers et des trusts est l'ennemi de la classe ouvrière, l'étatisme est donc un ennemi aussi redoutable. « A force de surcharger l'Etat d'attributions économiques pour lesquelles il n'est pas fait, ni préparé, on livre les positions-clés de l'économie à une bureaucratie vorace, tracassière et par-dessus le marché incompétente. Cette bureaucratie étatique, fusionnant avec la technocratie, peut devenir et devient une classe semi-exploiteuse, semi-parasitaire. » (Le Manifeste communiste de 18-18 et le Monde d'Aujourd'hui de Lucien Laurat)

« Il apparaît donc bien que, soit par des révolutions brutales, soit par les voies les plus lentes, l'étatisme vise à instaurer son propre système d'oppression et d'exploitation. A l'ancienne lutte de classes bourgeoisie-prolétariat, il substitue une opposition de castes et de classes plus catégorique et plus impitoyable encore. Aux anciens rapports de classes, l'Etat superpose et substitue sa hiérarchie. Au sommet, les Führer, Caudillo, Duce ou autres « Pères du Peuple » entourés des grands dirigeants politiques qui forment la caste disposant des pouvoirs suprêmes et de l'autorité supérieure. Vient ensuite une cascade de pouvoirs allant des diplomates, des chefs de l'armée et de la police, jusqu'aux simples agents d'exécution. Enfin, tout en dessous, la grande masse des travailleurs du rang dont tous les droits se limitent à travailler dur, à obéir et à se taire. » (La contre-révolution étatiste. d'Ernestan)

« En vertu d'une loi naturelle et très humaine, les privilégiés du régime n'auront pas de but plus clair que de conserver et de consolider leurs privilèges ; rapidement ils constitueront des castes, autant que possible héréditaires et jouissant d'avantages d'autant plus substantiels qu'ils se les octroieront eux-mêmes. Espérer, d'autre part, que ces hommes, qui disposeraient de tous les pouvoirs se priveraient bénévolement d'en user et d'en abuser, c'est montrer que l'on ignore tout de la psychose autoritaire. Soyons, au contraire, assurés que, si aucune réaction assez puissante ne s'y oppose, l'étatisme restera fidèle à lui-même et tendra toujours à plus d'autorité, plus d'oppression, plus d'absolu » (même ouvrage, même auteur).

« Dans le domaine de l'action libératrice, le prolétariat doit repartir à zéro ; reprendre la lutte contre le capitalisme libéral décadent et contre l'étatisme qui s'empare de sa succession. A ces deux formes d'oppression et d'exploitation le prolétariat doit substituer son régime, celui d'une libre association et d'une organisation des travailleurs, c'est-à-dire du seul socialisme digne de ce nom : du socialisme libertaire » (même ouvrage, même auteur).

De même Gaston Leval, dans sa brochure Manifeste du Socialisme Libertaire, écrit : « Essentiellement hiérarchique, l'Etat, même quand il supprime le capitalisme privé ne supprime pas l'exploitation de l'homme par l'homme. En son sein se constituent de nouvelles couches privilégiées à double titre : économique et politique. La disparition de la plus-value capitaliste n'implique pas la disparition des privilèges, et les classes sociales peuvent être plus nombreuses dans un régime d'économie étatique. Ne formant qu'un bloc avec les institutions politiques, les constituant même, les fonctionnaires, les dirigeants, les policiers, les techniciens, les militaires, les bureaucrates, les technocrates, les membres du parti en Russie ont créé un système d'exploitation indirecte irresponsable et d'oppression politique et administrative, d'inquisition policière, psychologique et mentale si perfectionné que l'histoire humaine n'en connaît pas d'exemple. La libération de l'homme par l'Etat est donc le contre-sens le plus surprenant que puisse professer un socialiste.

« Dans l'étatisme généralisé, tout est à tous, et du coup, rien n'est plus à personne. Chacun abuse du bien commun en pensant que s'il ne le fait pas, c'est le voisin qui le fera : ce gaspillage des produits et des énergies freine l'amélioration de la condition humaine quand il n'en provoque pas la régression... Contre ce gaspillage, qui est la loi de l'étatisme, l'équipe au pouvoir doit alors prendre des mesures de contrôle et de contrainte de plus en plus sévère, et l'étatisme tend ainsi à l'asservissement de l'individu. Régime de régression économique et de régression sociale, l'étatisme est donc un régime à éviter. » (Essai d'économie et de finances communautaires de Jean Lurmin)

Devant ces dangers du totalitarisme étatique ou d'un étatisme réalisé au sein des démocraties parlementaires occidentales, que faut-il faire et vers quels objectifs faut-il nous diriger ? Ce sera l'objet de mon prochain article.

Philippe Verne

D'autres textes en téléchargement sur : <http://cnt.ait.caen.free.fr>